

Questions orales

gouvernement depuis un millénaire, dans cette partie du monde.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre.

Aujourd'hui, le *Winnipeg Free Press* faisait dire au ministre de l'Agriculture que le gouvernement envisageait de libérer 80 autres millions de dollars pour compenser pour les 500 000 tonnes de grain promises en juin dernier à la Russie, mais qui n'ont pas été livrées.

Le gouvernement va-t-il tout simplement débloquer le régime de crédit qui a été mis au point en juin dernier, si l'on projette de libérer 80 autres millions de dollars pour respecter l'engagement antérieur, ou va-t-il prendre de nouveaux engagements pour offrir une aide alimentaire supplémentaire à la Russie?

Si je puis me permettre, le premier ministre peut-il me dire en outre si le gouvernement envisage de modifier la charte ou la Loi sur la Commission canadienne du blé afin de pouvoir négocier directement des échanges avec la Russie de façon à favoriser le commerce céréalier entre nos deux pays?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je dirai à mon collègue que 523 000 tonnes de grain du million promis en juin ont déjà été expédiées. Si les envois ont été temporairement suspendus, c'est simplement parce que la Russie payait certains de ses créanciers en espèces et ne respectait pas ses engagements envers le Canada.

• (1425)

Si tous les créanciers de la Russie avaient été traités de la même façon, il n'y aurait pas eu de problème. Mais j'ai eu des entretiens avec le président Eltsine à ce sujet et la question a été réglée de manière satisfaisante et les engagements pourront être respectés.

J'aimerais aussi parler de la question que mon collègue a soulevée à juste titre hier, à savoir l'engagement du Canada de consacrer 30 millions de dollars sur trois ans à la sécurité nucléaire. Environ huit de ces 30 millions de dollars seront libérés au cours du présent exercice financier.

L'aide technique en général, qui constitue un programme très vaste et constructif, je crois, entre le Canada et la Russie, car il comporte un large éventail de projets, fonctionne très bien sur une base personnelle assez impressionnante. Je donnerai l'exemple suivant à mon collègue: 700 travailleurs et gestionnaires du secteur pétrolier russe sont formés dans le cadre d'un programme

canadien d'aide à la sécurité et à la production pétrolière. Avec l'aide de collègues communautaires canadiens et des fonds du gouvernement fédéral, les programmes de formation dispensés par trois instituts russes du pétrole et du gaz sont considérablement améliorés, 20 000 étudiants russes bénéficiant du savoir-faire canadien dès le début de leurs études.

Si vous multipliez ce genre de programmes d'aide technique par 12, vous aurez une idée de ce que le Canada est en train de faire.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, le premier ministre aurait déclaré hier que le gouvernement examinait de nouvelles mesures qui feraient partie d'un programme d'aide plus important, et je crois qu'il a déclaré que des discussions avaient été entreprises à ce sujet.

Puisque les Canadiens sont vraisemblablement tout aussi préoccupés par la gravité de la situation en Russie, mais compte tenu également que nous sommes dans une période de restrictions budgétaires, je crois que toute nouvelle mesure d'aide devrait recevoir l'aval du peuple par l'intermédiaire du Parlement.

Je voudrais demander au premier ministre si le gouvernement consentirait à ce que le Parlement soit pleinement consulté au sujet de tout nouveau programme d'aide, afin qu'il y ait un consensus au sujet des mesures que le Canada peut prendre pour venir en aide au peuple russe, et pour que le Parlement sache d'où provient l'argent et à quelles fins il sera utilisé?

Le premier ministre reconnaîtra certainement qu'il est important d'obtenir le plein consentement du peuple, par l'intermédiaire de ses représentants au Parlement.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je souscris entièrement au point de vue de mon collègue qui propose de tenir un débat parlementaire sur la question. D'ailleurs, le gouvernement est tout à fait disposé à saisir le Parlement de ses projets à cet égard. Le député pourra faire ses observations, approuver ou critiquer le projet, bref faire tout ce qu'il convient de faire au Parlement.

Si l'on se rappelle le rôle extraordinaire qu'avait joué le Plan Marshall dans la reconstruction de l'Europe et sa contribution au maintien de démocraties vivantes dans les pays européens qui avaient été dévastés, et si l'on tient compte des contributions extrêmement modestes, toutes proportions gardées, qui sont demandées pour venir en aide à l'ancienne Union soviétique, on ne peut que s'étonner de l'hésitation manifestée par certains pays membres du G-7 et par d'autres pays industriels.